



**Association
canadienne
des bovins**



Une nouvelle campagne exhorte le gouvernement fédéral à défendre les normes canadiennes basées sur la science dans l'industrie internationale de la viande

Le 12 septembre 2023

Ottawa, ON - Aujourd'hui, l'Association canadienne des bovins, le Conseil des viandes du Canada et l'Association nationale des engraisseurs de bovins lancent publiquement leur campagne « Dites non à un mauvais accord » pour défendre des normes commerciales fondées sur des données scientifiques.

En juillet, le gouvernement du Canada a annoncé l'adhésion du Royaume-Uni (RU) à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). La campagne vise à implorer le gouvernement fédéral de retarder l'approbation de l'adhésion du Royaume-Uni au PTPGP jusqu'à ce qu'un accord équitable soit négocié entre le Canada et le Royaume-Uni.

La viande canadienne est actuellement gravement désavantagée dans l'accord intérimaire avec le Royaume-Uni, car des barrières commerciales techniques et non tarifaires ont empêché le Canada d'accéder au marché britannique, alors que le Royaume-Uni jouit d'un accès illimité au marché canadien. L'accord proposé permettra au Royaume-Uni d'exporter plus de 50 millions de dollars de ses producteurs de viande sur le marché canadien, tandis que le Canada ne pourra exporter aucun produit à base de viande sur son marché.

Le principal obstacle est l'acceptation totale par le Royaume-Uni du système de sécurité alimentaire du Canada, lequel est largement reconnu comme un ensemble de normes de premier plan dans le monde. Le gouvernement du Canada a soutenu la proposition du Royaume-Uni d'adhérer au PTPGP sans avoir obtenu au préalable un accès viable du bœuf et du porc canadiens au Royaume-Uni.

Le PTPGP a été un excellent accord jusqu'à présent, les premiers participants ayant mis en œuvre une norme élevée de libéralisation des échanges et des règles fondées sur la science. L'industrie canadienne du bœuf et du porc estime qu'un accord avec le Royaume-Uni qui laisse en place une barrière importante et politise les décisions en matière de sécurité alimentaire ne répond pas aux normes du PTPGP. Par conséquent, la demande d'adhésion du Royaume-Uni devrait être retardée jusqu'à ce que ce pays puisse faire mieux pour respecter les principes commerciaux progressistes du PTPGP.

La suppression de ces barrières et le respect des exigences scientifiques internationalement reconnues dans le cadre des négociations actuelles de l'accord commercial bilatéral entre le Royaume-Uni et le Canada créeront une situation gagnant-gagnant pour les deux industries et les consommateurs des deux marchés. Le fait de ne pas s'attaquer à ces barrières injustes crée un



**Association
canadienne
des bovins**



terrible précédent en matière de politique commerciale et portera préjudice aux éleveurs, aux transformateurs et aux communautés rurales de tout le Canada.

Nous voulons un commerce équitable qui inclue l'acceptation par le Royaume-Uni du système complet de sécurité alimentaire du Canada afin que les secteurs du bœuf et du porc puissent avoir un accès viable au marché britannique. À défaut, nous demandons au Parlement de veiller à ce que les producteurs et les transformateurs soient équitablement indemnisés pour les dommages et les pertes qui en résulteront.

Le secteur de la viande dépend du commerce et a toujours été un partisan des accords commerciaux du Canada. Cependant, nous devons revendiquer un accord équitable pour nos éleveurs et l'ensemble de l'industrie de la viande, qui est actuellement victime d'un mauvais accord. L'industrie canadienne du bœuf et du porc demande aux éleveurs, aux conditionneurs et à tous ceux qui soutiennent le secteur de se joindre à nous en participant à la campagne « SayNoToABadDeal.ca » (pour la version française: saynotoabaddeal.ca/french/home-fr) et en faisant part de leurs préoccupations à leur député.

Citations:

« Les éleveurs et les producteurs de bovins produisent du boeuf de la plus haute qualité, avec des normes de sécurité alimentaire supérieures, et nous n'abaisserons pas nos normes pour quelque accord commercial que ce soit. Le PTPGP fixe des normes élevées en matière de commerce progressif et l'accord proposé avec le Royaume-Uni créerait un dangereux précédent pour les futurs pays désireux d'y adhérer ».

- Nathan Phinney, Président de l'Association canadienne des bovins

« Les normes de classe mondiale du secteur canadien de la viande rouge ont servi de référence à l'ensemble de l'industrie. Non seulement cet accord nuira aux transformateurs de viande et aux éleveurs canadiens, mais il mettra également les consommateurs en danger en dépréciant les contrôles fondés sur la science et en abaissant la barre de la réglementation internationale. »

- Chris White, Président et directeur général du Conseil des viandes du Canada

« L'échange commercial est essentiel à la durabilité à long terme du secteur bovin, et le Canada a besoin et mérite un accès équitable et réciproque au Royaume-Uni. »

- Will Lowe, Président de l'Association nationale des engraisseurs de bovins

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Michelle McMullen
Association canadienne des
bovins
E: mcmullenm@cattle.ca
T: (403) 451-0931

Jennifer White
Conseil des viandes du Canada
E: Jennifer@kitpublicaffairs.ca
T: (613) 818-7776

Gina Devlin
Association nationale des engraisseurs
de bovins
E: gdevlin@cattlefeeders.ca
T: (403) 250-2509 ext. 204